



ESSEC BUSINESS SCHOOL

Concours 2024 Textes Anglais LVA

Un échantillon des articles présentés aux candidats

Département des Langues et Cultures – English Section



Les leçons de Taylor Swift à la classe politique

Pour comprendre notre époque, vous pouvez lire les gros volumes d'analyses socio-politiques qui décortiquent les angoisses et la perte « d'identité ». Mais vous pouvez aussi plonger dans les yeux bleus de Taylor Swift. Tout y est.

Quand la vie paraît, à nous, de plus en plus liquide et insaisissable, la chanteuse américaine prouve tout le contraire : elle « tient » à la perfection de son métier - la musique -, elle a créé un univers de fidélité et de dévotion avec ses fans - 500 millions de followers sur les différents réseaux - et elle sait « faire l'événement » comme ce dimanche à la finale du Super Bowl à Las Vegas où, venant de Tokyo, elle devrait rejoindre son compagnon, Travis Kelce, joueur des Kansas City Chiefs. Pas étonnant que Taylor Swift, qui maîtrise si bien le temps présent, intrigue la classe politique et qu'elle soit devenue, en conséquence, un enjeu pour le match Trump-Biden.

Une « psy-op¹ », c'est ainsi que les complotistes américains, le noyau le plus dur des trumpistes, qualifie Taylor Swift. La chanteuse serait la créature de l'Etat profond démocrate qui aurait orchestré, étape par étape, son succès parce qu'elle pense à gauche. Taylor Swift s'est engagée lors des sénatoriales en 2018 pour le candidat démocrate du Tennessee et pour Joe Biden lors de la présidentielle de 2020. Qu'elle gagne, il y a quelques jours, son quatrième Grammy Awards de l'album de l'année, détrônant Frank Sinatra, fait partie de « l'op », « opération spéciale » comme Poutine en Ukraine.

Mais ce n'est pas tout : que les Kansas City Chiefs soient qualifiés pour la finale s'inscrit aussi dans le complot. Les manipulateurs démocrates ont réussi à corrompre la National Football League pour fausser les matchs, mettre Travis Kelce en finale et grossir l'aura de celle qui vote Biden. Les informations de presse révélant que l'équipe de campagne de Joe Biden a approché la chanteuse pour qu'elle s'engage à nouveau, participe à quelques meetings et pèse pour convaincre les jeunes, viennent comme une preuve de la gigantesque manipulation. Voilà ! Vous voyez bien...

Qu'une partie des électeurs accorde foi à ce délire, nous éclaire sur la profondeur du décrochage d'une certaine Amérique avec « la réalité ». Taylor Swift ne serait qu'une psy-op de l'élite de gauche, exactement comme l'a été le vaccin anti-covid, le but est le même : prendre possession de nos esprits.

¹ = 'psychological operation': government use of a person or phenomenon to influence a population's opinions and attitudes

Taylor Swift est pourtant tout l'opposé d'une fake-singer. Elle est ancrée et solide. Son premier succès, il y a seize ans, a fait d'elle une chanteuse country mais elle a vite agrandi son registre vers toute la pop avec un marketing musical renouvelé très abouti. La chanteuse accumule les succès, les records et les récompenses, elle dépasse Elvis Presley en tête des ventes et l'an passé, sa tournée mondiale Eras lui a rapporté un milliard de dollars. Elle vend aux Etats-Unis plus d'albums que le jazz ou la musique classique dans leur ensemble.

Auteure de la majorité de ses textes, elle module les émotions simples - la maladresse, l'adolescence, les relations, la santé, l'image de soi - qui touchent ses fans et provoquent leur ferveur. Ses relations avec eux sur les médias rompent avec les habitudes de distance énigmatique : Swift ouvre le domaine de l'intimité. Elle rompt aussi avec les pratiques des majors de la musique de mal payer les artistes, fait réécrire les contrats et réenregistre ses anciens tubes si on lui résiste. Elle refuse qu'Apple diffuse gratuitement un nouveau titre en streaming et elle gagne. Elle rénove les « tournées » et la vente de tickets en interdisant tout marché secondaire. Reine du business, du marketing, des médias, de l'événementiel, elle construit un univers proche de ses fans, qui la voient comme égale et sincère.

L'équipe de Biden cherche une entrée chez les jeunes, les sondages les disent pencher pour Trump. L'apport de la très populaire et « sincère » Taylor Swift pourrait aider dans les faubourgs des Swing States où tout va se jouer. Dans le même sens, la démente des complotistes peut provoquer une réaction de rejet sur le thème du « trop c'est trop ». Mais qui sait ? Des électeurs peuvent aussi trouver mal venue l'intervention d'une chanteuse milliardaire.

La classe politique, plutôt que de condamner ou d'attendre sa venue, ferait mieux de comprendre le phénomène Swift ou comment devenir un rocher dans une société liquide. Comment survivre aux modes, comment révolutionner Internet pour que le contenu soit payé à sa juste valeur, comment nourrir une crédibilité auprès d'une communauté de jeunes et, tout simplement, comment durer ? Madame Swift a beaucoup à nous apprendre.

Les Echos

9 février 2024



Keir Starmer « le temps du changement est venu »

La surprise du chef. Le Premier ministre britannique Rishi Sunak, également président du parti conservateur, s'est exprimé hier, en début de soirée, sur le perron du 10, Downing Street pour annoncer avoir demandé à Charles III la dissolution du Parlement.

Il a assuré qu'il comptait « se battre pour chaque vote » mais la tâche s'annonce titanesque pour le dirigeant conservateur de 44 ans, qui n'a jamais réussi à redresser la barre depuis son accession au pouvoir en octobre 2022 après les scandales de l'ère Boris Johnson et la quasi-crise financière qui a marqué les 49 jours au pouvoir de Liz Truss.

Cela semble ouvrir un boulevard vers le poste de Premier ministre au chef du Labour Keir Starmer, ancien avocat et directeur du parquet de 61 ans, qui a reconstruit son parti après la défaite historique de 2019 en le ramenant vers le centre-gauche.

« Le temps du changement est venu! », a lancé Keir Starmer dans un discours après l'annonce des élections, présentant le vote Labour comme un vote « pour la stabilité, économique et politique ». « Nous pouvons mettre fin au chaos, nous pouvons tourner la page, nous pouvons commencer à reconstruire le Royaume-Uni et changer notre pays », a insisté le chef du principal parti d'opposition, pressenti pour s'installer à Downing Street début juillet. »

Selon un sondage YouGov publié mercredi, le Labour est considéré comme mieux placé que les Tories pour gérer, à l'exception de la défense, tous les sujets, y compris la fiscalité, l'immigration et la sécurité qui sont traditionnellement les domaines de prédilection des conservateurs. Les sondages donnent le Labour autour de 45% des intentions de vote contre moins de 25% pour les Tories.

Formellement, la campagne dans les 650 circonscriptions des députés de la Chambre des Communes ne commencera qu'après la dissolution du Parlement le 30 mai et les résultats seront connus le 5 juillet. En réalité, les partis s'y préparent depuis longtemps tant la tenue d'élections faisait l'objet de spéculations ces derniers mois.

« « J'espère que mon travail depuis que je suis devenu Premier ministre montre que nous avons un plan, et que nous sommes prêts à prendre les mesures audacieuses nécessaires à l'épanouissement de notre pays », a déclaré l'actuel Premier ministre. « Je suis resté fidèle à ce plan et j'ai toujours été honnête avec vous sur ce qui est nécessaire... parce que je suis guidé par ce qui est bon pour notre pays, pas par ce qui est facile. » »

Le chef du parti Libéral-démocrate (centriste), Ed Davey, ne l'a pas épargné. « Pendant des années, le parti conservateur a pris les électeurs pour acquis, et est allé de crise en crise tandis

que les problèmes s'aggravaient », a déclaré le chef du parti Libéral-démocrate, crédité d'environ 10% d'intentions de vote. « Le NHS (service de santé public du Royaume-Uni) a été mis à genoux, les taux des crédits immobiliers et les loyers ont grimpé de plusieurs centaines de livres par mois, et les compagnies des eaux sont parvenues à déverser sans conséquences des eaux usées dans nos rivières et sur nos plages » a-t-il dénoncé.

De son côté, John Swinney, Premier ministre écossais et dirigeant du parti indépendantiste SNP, a « hâte de mener la campagne, c'est le moment de renverser le gouvernement conservateur et de donner la priorité à l'Écosse ».

Nigel Farage, président honoraire du parti anti-immigration Reform UK, a quant à lui moqué la déclaration du Premier ministre faite sous la pluie. « Rishi Sunak et les notes de son discours sont tous les deux trempés devant le numéro 10 (Downing Street) », a raillé le champion du Brexit. « Il s'agit du lancement d'élections législatives le plus farfelu de l'histoire ». Nigel Farage n'a pas encore confirmé sa candidature pour être élu au Parlement, mais pourrait faire son retour en politique dans les prochaines semaines.

Richard Tice, dirigeant du parti nationaliste Reform, a quant à lui renvoyé les partis de gouvernement dos à dos. « Les gens savent que les conservateurs ont brisé la Grande-Bretagne. Les travaillistes feront ce qu'ils font toujours : mettre la Grande-Bretagne en faillite. Seules les politiques sensées de Reform UK peuvent désormais sauver la Grande-Bretagne. »

La pression était de plus en plus forte pour que Rishi Sunak convoque les électeurs tant les sondages étaient mauvais, rendant le gouvernement de moins en moins audible et alimentant les querelles intestines dans la majorité. Une série de bonnes nouvelles économiques - retour de la croissance et coup de frein à l'inflation - ont fini par le convaincre de se lancer, dans l'espoir d'une accalmie dans la défiance créée par la crise du pouvoir subie ces dernières années par les électeurs.

Après 14 ans de pouvoir conservateur marqués par le référendum du Brexit et cinq Premiers ministres, les Britanniques semblent pourtant décidés à tourner la page, épuisés par la baisse du pouvoir d'achat des deux dernières années, le déclin des services publics - surtout du système de santé, à bout de souffle -, la hausse des taux d'intérêt ou encore la crise du logement.



Aux Etats-Unis, les managers de la diversité sont remis en question

Le transporteur JB Hunt Transport Services était un habitué des poursuites judiciaires pour discrimination sur les lieux de travail. En 2016, quatre chauffeurs sikhs accusaient leur employeur de les avoir maltraités du fait de leur turban. Six ans plus tard, un employé originaire du Ghana assurait avoir été injustement licencié à cause de ses origines. Mais la plainte pour discrimination raciale, déposée en janvier 2023, en a surpris plus d'un. Cette fois-ci, il s'agit de Ryan Waters, un cadre des ressources humaines, qui dit avoir été remercié parce qu'il est un homme blanc. Surprise ? Pas tout à fait.

Ces derniers temps aux Etats Unis, plusieurs plaintes contre de grands groupes ont été portées devant les tribunaux assurant que des hommes de type caucasien seraient victimes de discrimination raciale.

Ces plaintes font suite à une décision de la Cour suprême de 2023 concernant l'admission des étudiants à Harvard et à l'université de Caroline du Nord. La majorité des juges avait alors tranché contre la mise en œuvre de l'« Affirmative Action », concluant que les universités ne devaient plus prendre en compte la couleur de peau des postulants, car cela désavantagerait les élèves blancs.

Les conditions d'admission à l'université n'ont bien sûr rien à voir avec le management au sein des entreprises privées. Mais, fort de cette première victoire contre Harvard, Edward Blum, fondateur de l'American Alliance for Equal Rights, déclarait dès lors que ses prochaines cibles seraient les entreprises et leurs programmes « diversité et inclusion », censés avantager les minorités.

Edward Blum et quelques alliés, tel Stephen Miller, un ancien conseiller immigration de Donald Trump, créateur de l'association America First Legal, s'appuient sur les lois de protection des droits fondamentaux de 1866 et 1964, pensées pour défendre les opprimés. M. Blum estime qu'aujourd'hui, la victime est blanche.

Trois grands cabinets juridiques qui offraient des bourses aux étudiants minoritaires de la faculté de droit se sont ainsi retrouvés sur le banc des accusés. De même que les grands magasins Macy's, les laboratoires Pfizer, le fonds de capital-risque Fearless, ou encore le Honeyfund en Floride, qui liste les cadeaux de mariage.

Toutefois, lorsque les juges ont examiné l'aide à la promotion des employés noirs, latinos et amérindiens de Pfizer, ils ont remarqué que la partie adverse n'avait pu fournir « aucun nom » de victime du programme. Pfizer a donc gagné le procès. Mais, par prudence, le laboratoire a tout de même changé ses critères d'admission dans le programme. Celui de la race a disparu, pour

éviter à l'avenir de coûteuses affaires judiciaires et la mauvaise publicité liée à cette prétendue discrimination.

Jean Kuei, présidente du Leadership Council on Legal Diversity, une ardente avocate en faveur de la diversité, souligne les premières victoires de son camp. Mais elle conseille à ses clients entrepreneurs de suivre l'exemple de Pfizer. « Il faut être malin et ajuster ses critères pour être plus inclusif et pas exclusif, dit-elle. Avant, le participant appartenait à un groupe sous-représenté dans l'entreprise. Maintenant, il doit seulement démontrer son attachement à la diversité. »

Cette nouvelle approche ne surprend pas Laure Bereni, directrice de recherche au CNRS, qui suit le dossier « diversité » des deux côtés de l'Atlantique, en France et en Amérique. « La diversité américaine a une histoire tourmentée, depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui », explique-t-elle. On fait un pas en avant puis deux pas en arrière. L'assassinat d'un homme noir, George Floyd, en mai 2020, avait convaincu un grand nombre d'entreprises « de prendre à bras-le-corps la gestion de la justice sociale, poursuit-elle. La décision de la Cour Suprême a brutalement refermé le dossier ».

C'est ainsi que Bill Ackman, fondateur du fonds Pershing Square Capital Management, peut aujourd'hui dénoncer ouvertement dans Free Press « la pénétration de l'idéologie de diversité et inclusion dans les conseils d'administration ». Les responsables de la diversité, très en vogue en 2020, ont perdu de leur panache. Selon LinkedIn, les embauches de ceux qu'on appelle les Chief Diversity Officers (CDO) se sont tassées de 4,5 % en 2022.

« Il faut changer le discours pour s'éloigner du champ de mines légal », conseille Roger King, juriste de l'association HR Policy. Les quotas sont devenus « risqués », selon David Glasgow, directeur du Centre Meltzer pour la diversité à NYU (New York University). Mieux vaut « ne plus annoncer un quota de 40 % d'embauches d'hommes noirs », dit-il. Même si, subtile nuance, « un objectif futur reste acceptable ».

Frank Dobbin, président du département de sociologie et professeur de sciences sociales de l'université Harvard, mettrait de côté les formations sur les a priori inconscients, « parce qu'elles font honte aux managers et qu'elles ne sont pas efficaces ». Il préfère « créer des postes de mentor ouverts à tous ».

De même les groupes d'affinités, autrefois réservés aux minorités raciales, aux femmes, aux gays... doivent dorénavant accueillir des « alliés », amis de la bonne cause. Diversement vôtre.



"Nommer Ken mais pas Barbie, c'est littéralement le scénario du film" : tollé après que Margot Robbie et Greta Gerwig ont été "snobées" par les Oscars

"Cela aurait pu être une histoire tout droit sortie du film Barbie", a réagi un utilisateur de TikTok à l'annonce des nominations aux Oscars 2024, rapporte le quotidien américain New York Times. L'outrage en question? Le fait d'avoir "snobé" Margot Robbie et Greta Gerwig, respectivement Barbie dans le film éponyme et sa réalisatrice. Aucune des deux n'a été nommée dans sa catégorie individuelle, à savoir meilleure actrice et meilleure réalisatrice. Pire, le peroxydé Ken, campé par Ryan Gosling, est quant à lui en lice pour la statuette de meilleur second rôle. Le Washington Post résume l'ironie de la situation en reprenant le scénario du film : "Le running gag dans Barbie est que le personnage principal de Margot Robbie est "tout", tandis que sa co-star Ryan Gosling joue "juste Ken".

Ce que de nombreux fans et observateurs reprochent à l'Académie des arts et des sciences du cinéma ? Perpétuer le système patriarcal dépeint dans le long métrage dédié à la poupée rose. "Nommer Ken mais pas Barbie, c'est littéralement le scénario du film", a écrit sur X l'écrivain Brad Meltzer, souligne encore le New York Times. Mais peut-on vraiment parler de snobisme aux relents antiféministes ? Là où certains s'insurgent du peu de reconnaissance accordée aux deux principales artisanes de ce succès planétaire - 1,4 milliard de dollars (1,2 milliard de francs) de revenus, le plus gros carton de 2023 - acclamé par la critique et devenu phénomène de société, d'autres rappellent que " Barbie a remporté un total de huit nominations, dont celle du meilleur film et que Greta Gerwig est nommée pour le scénario, tout comme Margot Robbie en tant que productrice du film", précise le magazine Variety.

Pas suffisant ont jugé certains, dont l'un des principaux intéressés, Ken lui-même. Ryan Gosling s'est déclaré "honoré et fier" de pouvoir peut-être remporter une statuette le 10 mars prochain, surtout "pour avoir représenté une poupée en plastique" mais il a également rajouté qu'"il n'y a pas de Ken sans Barbie, et il n'y a pas de film Barbie sans Greta Gerwig et Margot Robbie, les deux personnes [ayant le plus contribué] à ce film historique mondialement célèbre", rapporte la chaîne CNN. "Dire que je suis déçu qu'elles ne soient pas nommées dans leurs catégories respectives serait un euphémisme", a-t-il conclu.

Même Hillary Clinton s'en est mêlée, déclarant sur X à l'adresse des deux oubliées des Oscars que "même si cela peut faire mal de remporter le box-office sans remporter l'or, vos millions de fans vous aiment." Eva Mendes, la compagne de Ryan Gosling, a quant à elle défendu l'acteur sur ses réseaux, ridiculisant les "articles écrits sur lui" ainsi que le hashtag #Notmyken.

Si les fans hurlent au scandale, d'autres, au contraire, s'en sont pris à la déferlante de commentaires désapprouvant le choix des Oscars. L'actrice américaine Whoopi Goldberg s'est notamment épanchée auprès de Variety, estimant que "tout le monde ne gagne pas" et qu'"on n'obtient pas tout ce que l'on désire avoir". "Tout le monde ne reçoit pas de prix, et c'est

subjectif. Les films sont subjectifs. Les [œuvres] que vous aimez ne seront peut-être pas aimées par ceux qui votent", a-t-elle poursuivi.

Même constat chez la chaîne MSNBC, qui juge par la plume de l'un de ses chroniqueurs, que "malgré ce que les fans fervents d'aujourd'hui semblent considérer comme un article de foi, aucun film ne "mérite" une quelconque reconnaissance particulière, pas plus que votre couleur préférée ou votre plat préféré [n'en mérite une]". "Il est erroné de penser que le film méritait objectivement de recevoir plus de nominations qu'il n'en a obtenu - ou que ne pas être nommé pour 10 Oscars ne peut s'expliquer que par une misogynie évidente", a-t-il poursuivi.

Le magazine InStyle a quant à lui une autre façon de voir les choses : "Sous la direction de Greta Gerwig, Barbie a incité le public à rire, à sangloter, à remettre en question son existence et à rompre avec ses partenaires misogynes. Si cela ne constitue pas une réalisation exceptionnelle en matière de réalisation, qu'est-ce qui le sera ? Peut-être que tout cela était trop rose pour les [Oscars]." Un avis auquel n'adhère définitivement pas MSNBC, considérant que "la plus grande tragédie ici est peut-être que Barbie est en train d'être décorée. [Le film] est une véritable publicité de jouets de deux heures soutenue par Mattel (la marque qui produit la poupée, ndlr) qui, de par sa nature même, ne pourrait jamais nous proposer d'idées radicales sur le féminisme et le pouvoir dans la société."

Plus nuancés, d'autres ont tenté de mettre en perspective ce choix. Linda Holmes, citée par National Public Radio, estime que "si Greta Gerwig avait été nommée, cela aurait certainement été au détriment de Justine Triet, et cela aurait été dommage aussi." Le site d'actualité Mashable pointe quant à lui du doigt le fait que "cela détourne l'attention de la nomination historique de Lily Gladstone comme meilleure actrice pour Killers of the Flower Moon (première nomination pour une personne d'origine amérindienne, ndlr), [ou] du manque de places pour les femmes de couleur."

Le Temps

26 janvier 2024



Après le « greenwashing », voici le « greenhushing », la nouvelle tactique pour soigner son image

La multiplication des procédures pour condamner le greenwashing, cette pratique qui consiste à verdir artificiellement ses activités, a donné naissance au greenhushing. Cette méthode consiste à ne plus du tout parler d'environnement pour éviter de rendre des comptes.

N'avez-vous pas eu l'impression ces derniers temps que les entreprises communiquaient moins sur leurs engagements climatiques ? Si tel est le cas, votre intuition est la bonne. Ce nouveau phénomène a désormais un nom : le « greenhushing ». Des acteurs économiques tels que BP, Shell ou Amazon l'ont pratiqué en 2023.

Mais de quoi s'agit-il exactement ? Pour comprendre ce qu'est le greenhushing, il est nécessaire de revenir sur des années de « greenwashing » (ou écoblanchiment) avec lequel il s'inscrit en rupture. Ce procédé, massivement utilisé depuis les années 1990, est aujourd'hui bien connu du public. Il consiste à maquiller en vert des produits ou des services qui ne le sont pas.

Jusqu'à récemment, les acteurs économiques n'hésitaient pas à faire des promesses vertes. L'objectif annoncé était souvent le même : atteindre une forme de neutralité carbone à un horizon plus ou moins lointain. Ce cap a donné lieu à d'importantes dérives s'apparentant à des pratiques commerciales trompeuses. Comprendre : les paroles n'étaient pas toujours suivies d'actes.

Afin de juguler cette tendance en plein essor, les pouvoirs publics ont récemment décidé de s'emparer du sujet en mettant sur pied un arsenal législatif de plus en plus coercitif. En France, la loi Climat et résilience interdit depuis le 1er janvier 2023 aux annonceurs d'affirmer dans une publicité qu'un produit ou un service est « neutre en carbone », « biodégradable » ou « respectueux de l'environnement » sans que soit publié son bilan d'émissions de gaz à effet de serre. Dans le cas d'une personne morale, le contrevenant risque une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 € ou représentant la totalité des dépenses consacrées à l'opération illégale.

Notre pays a été le premier à ouvrir la voie. L'Union européenne s'est depuis engagée dans le bannissement des allégations environnementales génériques sans preuve. L'actualisation en ce sens des règles de consommation a été votée en janvier 2024 par les députés européens. Elle attend désormais l'approbation du Conseil avant d'être retranscrite sous deux ans dans les droits nationaux.

Outre-Atlantique, l'État de Californie a à son tour promulgué le 1er janvier dernier une loi « anti-greenwashing ». Majoritairement inspirée de la réglementation française, elle propose d'aller plus loin que la dernière mise à jour des « green guides » de la Federal Trade Commission en

obligeant les annonceurs à fournir des données normalisées devant attester de la véracité de leurs promesses environnementales.

Conséquence directe de ce nouvel environnement légal, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à cesser de communiquer sur leurs engagements climatiques. Outre le fait de se conformer à la réglementation, elles évitent ainsi de s'exposer au jugement de l'opinion publique, mais aussi de leurs clients, des investisseurs et des médias tout en se protégeant d'éventuelles poursuites judiciaires.

Il faut dire que le nombre de dossiers portés en justice en raison de communications environnementales trompeuses n'a jamais été aussi nombreux. En particulier aux États-Unis, comme en témoigne l'impressionnante liste de la Federal Trade Commission. En mai dernier, Delta était ainsi poursuivie devant les juges californiens après avoir affirmé être la « première compagnie aérienne neutre en carbone ».

Jusqu'en 2022, l'expression « greenhushing » était surtout utilisée pour décrire un certain type de communication visant à réduire la dissonance entre les valeurs écologiques de l'entreprise et celles des clients. Nous voyons qu'elle prend désormais un autre sens avec les dernières évolutions législatives.

Compte tenu de l'apparition récente du phénomène, il est encore peu documenté. Le cabinet de conseil suisse South Pole fut le premier, dès 2022, à l'évoquer dans son rapport annuel « En route vers le Net Zéro ». Ce rapport a contribué à populariser le greenhushing.

Il faut dire qu'il a connu un essor fulgurant. Au cours de cette dernière année, le nombre d'entreprises reconnaissant pratiquer le greenhushing a été multiplié par trois, selon South Pole. Au moins une sur cinq serait à présent concernée.

L'édition 2024 du rapport de South Pole, qui vient d'être publiée, nous apprend que tous les secteurs d'activité se livrent à présent au greenhushing. Parmi les 1 400 compagnies sondées, 86 % de celles commercialisant des biens de consommation et 72 % des compagnies pétrolières disent avoir réduit leurs communications. Mais cette nouvelle pratique ne se limite pas aux activités les plus polluantes. Les entreprises les plus engagées dans la lutte contre le changement climatique sont même en première ligne. Sur le panel étudié par South Pole, 88 % des firmes proposant des services environnementaux déclarent moins communiquer sur le sujet, alors que 93 % d'entre elles respectent pourtant leurs objectifs environnementaux. (...)

Ouest France
20 février 2024



Machettes, couteaux «zombie»... Le Royaume-Uni meurtri par le fléau grandissant des attaques à l'arme blanche

Une soirée au pub comme la fin de mille autres jours. La nuit est déjà tombée sur le petit village de Writtle, dans la campagne de l'Essex, en ce 31 janvier 2020. Ce jour se veut historique au Royaume-Uni, puisque le pays quitte officiellement l'Union européenne. Pour la famille Taylor, il restera à jamais celui de la bascule dans l'inguérissable douleur.

Il est un peu plus de 19 heures, Liam boit un verre avec des amis au Rose and Crown. Avec un camarade, le jeune homme de 19 ans fume une cigarette dans l'emplacement réservé, à l'arrière de l'établissement, quand une Subaru noire fait irruption sur le parking. Portant cagoules et vêtements sombres, trois hommes en jaillissent. Ils brandissent couteaux, barres de fer et battes de base-ball. Après avoir fait des dégâts dans la salle, ils tombent sur Liam et son ami et se déchaînent sur eux. Blessé à la jambe, le second est conduit à l'hôpital pour être opéré. Mais Liam est déjà mort quand les secours arrivent. En 39 secondes, il a été touché six fois. Un coup de couteau porté à la poitrine a été fatal.

Les assaillants ont expliqué que l'agression avait été commise en représailles à un incident survenu moins de deux heures auparavant, au cours duquel l'un d'entre eux avait été battu par deux personnes à l'aide d'un pieu devant son domicile. Pourtant, même si les agresseurs et les victimes se connaissaient, ni Liam ni son ami n'ont participé à l'agression. Le jeune homme au visage doux et souriant n'avait rien d'un bagarreur. Les trois meurtriers, tous au seuil de la vingtaine, ont été condamnés à la prison à vie.

La mère du malheureux Liam, mise à terre par la mort de ce fils dont elle était si proche, se tait. Et c'est la grand-mère du garçon, Julie Taylor, qui s'est faite le porte-voix de la famille éprouvée. Après avoir créé un fonds à la mémoire de Liam, elle a réuni des dizaines de milliers de livres pour faire installer des kits d'urgence, permettant notamment de stopper des hémorragies et de sauver des vies, dans les pubs et les clubs de Londres et l'est de l'Angleterre. Puis, elle a entrepris de se rendre dans les prisons pour parler aux détenus condamnés pour des crimes au couteau. Elle leur raconte le traumatisme de l'identification du corps de son petit-fils. Et cette nuit de veille, à tenir la main du mort.

Aussi absurde et cruelle soit-elle, la mort de Liam Taylor est presque d'une tragique banalité dans l'Angleterre d'aujourd'hui. Si la vente d'armes à feu est strictement contrôlée au Royaume-Uni et les fusillades rares, les attaques au couteau sont un fléau grandissant. Les chiffres publiés fin janvier par l'Office National des Statistiques ont révélé que la criminalité au couteau a augmenté de 5 % entre septembre 2022 et septembre 2023 en Angleterre et au pays de Galles, avec un total de 48.716 infractions. Durant cette même période, 250 personnes ont été tuées à l'arme blanche, contre 135 en 1977.

Un grand nombre d'entre elles sont des adolescents ou des jeunes gens. Pour la seule ville de Londres, ce sont 21 mineurs qui ont trouvé la mort, 18 d'entre eux ayant été poignardés. Près de la moitié des 591 homicides commis au cours de cette période de 12 mois l'ont été à l'aide d'un couteau. Les vols impliquant un couteau ont aussi augmenté de 20 %. Une partie de cette violence est liée aux gangs et à la drogue. En sus de cette violence entre jeunes, il ne faut pas oublier qu'une à deux femmes par semaine sont assassinées, généralement par leur partenaire ou ex-partenaire masculin, souvent à l'aide d'un couteau.

Ces derniers temps, la pression de la société civile est montée pour que le gouvernement agisse. Au début du mois, des piles de vêtements soigneusement pliés ont été disposées devant le Parlement. Chaque petit tas représentait un jeune poignardé à mort. Julie Taylor a été invitée à témoigner devant les députés.

Comme Julie, des personnalités se sont mobilisées pour que les choses évoluent. Comme récemment le comédien et musicien Idris Elba. Lui-même est né à Hackney, un quartier jadis défavorisé devenu très « bobo ». Début janvier, il a participé au lancement de la campagne «Don't Stop Your Future », et écrit au premier ministre, Rishi Sunak, pour demander l'interdiction d'armes blanches, telles que les machettes et les fameux couteaux «zombie», des lames impressionnantes et crantées inspirées notamment par les films d'horreur. Des armes facilement achetables en ligne.

Les lignes bougent. Il y a deux semaines, le gouvernement a annoncé que les zombie knives et les machettes seraient interdits en Angleterre et au pays de Galles à partir du mois de septembre. Il sera alors illégal de posséder, transporter, vendre ou fabriquer ces armes « conçues pour menacer sans avoir aucune utilité pratique ».

Les associations et familles de victimes saluent ces avancées mais restent sur la défensive, deux tentatives d'agir sur le sujet, en 2016 et 2019, ayant fait long feu en laissant des trous béants dans le dispositif. Elles redoutent que, longtemps encore, la presse continue à afficher régulièrement un portrait de jeune tué par un coup de couteau.

Le Figaro

11 février 2024

Adapté



Le business du Débarquement prospère en Normandie

Invités par Emmanuel Macron à Omaha Beach, sur la commune de Colleville-sur-Mer (Calvados), les présidents Joe Biden et Volodymyr Zelensky, le roi Charles III, les souverains belge, néerlandais et norvégien ou le chancelier allemand Olaf Scholz ne croiseront pas, jeudi prochain, beaucoup de touristes. Pour garantir la protection de la cérémonie internationale du 80e anniversaire du Débarquement du 6 juin 1944, les grands axes routiers ont été fermés à la circulation, éloignant les populations locales des lieux de commémorations.

En Normandie, la présence des chefs d'Etat et de gouvernement est, depuis 1984, un rendez-vous attendu. « Les anniversaires décennaux du jour J revêtent une forte dimension internationale et constituent un enjeu économique majeur pour la Normandie », se félicite Hervé Morin, le président centriste de la région.

De la pointe du Hoc au cimetière américain de Colleville-sur-Mer, des vestiges du port artificiel d'Arromanches-les-Bains à Utah Beach, les visiteurs se bousculent depuis le printemps sur les sites emblématiques du Calvados et de la Manche, fréquentés chaque année par près de 2 millions de personnes, dont 42 % d'étrangers. « En vingt ans, le nombre de visiteurs associés au tourisme de mémoire a doublé. Ils se rendent en moyenne dans 3,1 sites au cours de leur séjour, soit plus de 5,5 millions de visites enregistrées en 2022 », calcule Nathalie Porte, vice-présidente de la région Normandie, chargée du tourisme.

Ce tourisme de mémoire, lancé dès 1952 avec un premier musée à Arromanches-les-Bains, rapporte et attire toujours plus. L'offre, qui se renouvelle sans cesse avec 78 millions d'euros d'investissements dans 16 lieux différents sur les dix dernières années, est impressionnante et nourrit tout un écosystème assumé. La région totalise 94 sites et lieux de visites, dont 44 musées, 29 nécropoles et 21 mémoriaux et sites naturels. Une étude sur les usages et les retombées économiques du tourisme de mémoire, menée par le cabinet Egis Voltere, indique une consommation touristique totale de ces visiteurs de 700 millions d'euros, dont la moitié concerne l'hébergement. Quant au chiffre d'affaires des exploitants de musées, il atteint 25,2 millions hors taxe, dont 19,1 millions en billetterie (pour 32 sites payants) et 6,1 millions en boutique et autres produits. (...)

L'effet Hollywood

Le livre n'échappe pas à l'attrait de la thématique. « Il y a un vrai marché de l'édition sur ce sujet. Cet engouement ne se dément pas, essentiellement lié au cinéma et à Hollywood, qui ont fait entrer ces événements dans la culture populaire », analyse Arnaud Digard, à la tête de Nationale 13, une maison d'édition installée à Saint-Lô (Manche) qui réalise 20 % de son chiffre d'affaires

avec ses ouvrages sur le D-Day. En cette année du 80e anniversaire, cette part devrait atteindre 30 %.

À Bayeux, en ce début de saison, tous les indicateurs sont au vert. « Tout le monde veut être de ce dernier grand rendez-vous émotionnel, en présence des derniers vétérans », constate Loïc Jamin, maire-adjoint chargé du tourisme. Face à une fréquentation annoncée comme record, les prix de certaines locations privées se sont envolés au coeur de cette ville, préservée des bombardements de 1944, mais aussi aux alentours. Des hausses de plus de 1.000 % y ont été constatées. « Ces offres opportunistes et indécentes noircissent l'image de notre région et de notre destination touristique », s'insurge l' élu.

Au total, la filière du tourisme de mémoire en Normandie générerait près de 8.500 emplois directs, indirects et induits. Avec quatre guides de plus que l'an dernier, Normandy Sightseeing Tours, une agence de voyages réceptive installée aux portes de Bayeux, a déjà fait le plein en mai pour ses visites commentées sur les plages du Débarquement, grâce à un parc de 20 véhicules de neuf places. « L'intérêt est énorme. 2024 est une année exceptionnelle, historiquement et commercialement. Pour notre clientèle, constituée à 85 % d'Américains, le devoir de mémoire et de transmission est important », affirme son dirigeant Frédéric Guérin. En quatre mois (mai-juin, septembre-octobre), 80 % du chiffre d'affaires de l'entreprise est réalisé.

Face à Utah Beach, Sainte-Mère-Eglise (Manche), le petit village célébré dans le film « Le Jour le plus long », sorti en 1962, avec son parachutiste resté accroché au clocher de l'église, est déjà à l'heure américaine. Une aubaine pour la commune qui, comme pour d'autres le long de ces plages, vit grâce à cette manne « tombée du ciel ». L'Airborne Museum, son musée ouvert en 1964, a investi, depuis dix ans, 17,6 millions d'euros en extension et en rénovation. « La fréquentation est en hausse. C'est du jamais-vu », se réjouit sa directrice, Magali Mallet. L'effet du 80e anniversaire joue à plein.



Début de débat au Royaume-Uni sur le retour de la conscription

Les Britanniques doivent-ils se préparer à la guerre ? L'angoissante question a été posée par le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Patrick Sanders, le 24 janvier. Le Royaume-Uni devrait former « *une armée citoyenne* » en cas de conflit ouvert entre l'Alliance atlantique et la Russie, a suggéré le haut gradé lors d'un discours à Londres. Cette prise de parole d'un général sur le départ (il prendra sa retraite l'été prochain) suscite un débat inédit dans un pays qui a mis fin à la conscription en 1960.

Le Royaume-Uni devrait suivre l'exemple suédois et prendre « *des mesures préparatoires pour placer nos sociétés sur le pied de guerre* », a expliqué sir Patrick Sanders. Une telle action est « *non seulement souhaitable, mais essentielle* », a-t-il ajouté. La Suède vient juste de réintroduire une forme de service militaire. Downing Street a démenti travailler sur un tel scénario, le qualifiant d'« *hypothétique* ». Le ministère de la défense britannique s'est également désolidarisé des propos du général, insistant sur la « *fière tradition de volontaires* » de l'armée britannique.

Malgré ces démentis, les propos alarmistes du général Sanders ont été relayés par Richard Shirreff, ex-commandant en chef adjoint de l'OTAN, qui a estimé qu'il était temps de « *penser l'inimaginable* » et d'« *étudier attentivement la conscription, même si(...) cela va à l'encontre de la culture de l'armée britannique, traditionnellement constituée de professionnels* ». Un retour à la conscription « *ne devrait pas être exclu* » a aussi jugé le colonel à la retraite Tim Collins, tout comme Penny Mordaunt, l'actuelle leader de la Chambre des communes, et ex-ministre de la défense, qui a appuyé la création d'une « *force de défense civile* », le 30 janvier. Sur une note moins sérieuse mais tout aussi martiale, l'ex-premier ministre Boris Johnson s'est dit prêt à s'engager. « *Signer pour défendre mon roi et mon pays ? Oui mon commandant !* », a-t-il prétendu dans sa colonne hebdomadaire au *Daily Mail*.

A quelques semaines de la présentation du budget par le chancelier, Jeremy Hunt (et à quelques mois des élections générales), ce type de déclaration n'est pas sans arrière-pensée alors que le Royaume-Uni consacre 2,1 % de son produit intérieur brut (PIB) à la défense et que le secrétaire d'Etat à la défense, Grant Shapps, a assuré vouloir porter ces dépenses à 2,5 % du PIB « *le plus vite possible* », mais sans s'engager sur une échéance. « *Sir Patrick Sanders relève une contradiction : si, comme le ministre de la défense le reconnaît, le monde est devenu plus dangereux et les démocraties occidentales font face à des régimes agressifs, alors pourquoi ne pas réagir sans attendre ? Car nos forces armées ont été sérieusement affaiblies et ne sont pas en mesure de faire face à ces nouvelles menaces* », résume Andrew Dorman, spécialiste des questions de sécurité au King's College de Londres.

Car, de l'avis des experts, l'état des forces armées britanniques est préoccupant. *« L'armée a du mal à recruter et à retenir ses personnels, et ses équipements sont vieillissants, juge M. Dorman. Le processus de recrutement des personnels a été sous-traité et n'est pas assez efficace. Beaucoup de personnels quittent l'armée parce que les salaires sont insuffisants mais aussi à cause de l'état déplorable des logements pour les familles. Il n'y a pas eu suffisamment d'investissements ces quinze dernières années »*, ajoute l'universitaire.

Les effectifs de l'armée de terre étaient de 73 520 personnels au 1er octobre 2023, en baisse de 3,2 % sur un an. Le nombre de réservistes (des volontaires âgés de 18 à 43 ans) est aussi passé à 33 010 personnels au 1er octobre 2023, en recul de 5,2 % sur un an. Pour lord Peter Ricketts, ex-conseiller à la sécurité de David Cameron et représentant du Royaume-Uni auprès de l'OTAN, *« les investissements des dernières années se sont concentrés sur la Royal Navy et la Royal Air Force, pas sur l'armée de terre, alors que la guerre en Ukraine montre à quel point celle-ci reste importante »*.

John Healey, le secrétaire d'Etat à la défense du cabinet fantôme travailliste, a promis de *« réarmer »* le Royaume-Uni et ambitionne de renforcer la coopération militaire avec la France et l'Allemagne si le Labour revient au pouvoir lors des prochaines élections générales (d'ici à la fin de 2024), mais il s'est pour l'heure gardé d'entrer dans des détails chiffrés. *« Sir Patrick Sanders a lancé un débat sain, mais le gouvernement n'a pas envie de faire peur aux Britanniques en année électorale et ces derniers ne sont pas prêts à entendre un tel discours, car ils considèrent qu'ils vivent encore en sécurité à l'extrémité ouest de l'Europe. Il faudrait un électrochoc, comme l'élection de Donald Trump, pour faire changer les esprits »*, estime lord Peter Ricketts.

Le Monde
2 février 2024



Aux Etats-Unis, la fin de la discrimination positive

À ce stade de l'année, sa dernière au lycée, Matthew Echeverria, 17 ans, est surmené. Tout tombe en même temps. D'abord, les examens de milieu de semestre. Pas une sinécure : le lycéen a choisi des cours avancés, de niveau universitaire, indispensables pour espérer intégrer une université d'élite. Deuxième source de stress : le dossier de candidature à l'université. Il faut le déposer au plus tard le 1er novembre pour bénéficier du dispositif de décision précoce. Un pensum interminable : le candidat doit réunir ses relevés de notes depuis la troisième, collecter des recommandations de professeurs ou de mentors, et écrire un essai personnel de 650 mots suffisamment original et authentique pour éveiller l'attention de recruteurs qui en reçoivent des dizaines de milliers.

Matthew travaille à son texte depuis des mois. « *Je raconte mon histoire, explique-t-il. C'est beaucoup d'introspection.* » Sa mère est originaire du Guatemala ; son père, du Honduras. Ni l'un ni l'autre ne maîtrisent suffisamment l'anglais pour l'aider. « *Ils travaillent tellement dur* », souligne-t-il. Pas question de les décevoir : il sera le premier de sa famille à faire des études supérieures.

Matthew s'entraîne aussi pour la finale de cross-country du lycée, également prévue pour le début de novembre. En 2022, il a fini dans les premiers du 5 000 mètres, une performance qu'il entend bien mettre en avant dans son dossier de candidature, d'autant que Dartmouth College, dans le New Hampshire, l'université de ses rêves, compte une équipe d'athlétisme de haut niveau. Le lycéen ambitionne d'entrer à Dartmouth pour son programme, réputé, de sciences politiques et gouvernementales.

A une année près, Matthew aurait pu bénéficier de l'*affirmative action*, la politique d'admissions préférentielles mise en place depuis les années 1960 aux Etats-Unis pour augmenter le nombre d'étudiants de groupes minoritaires sur les campus. Mais l'*affirmative action* n'est plus. En juin, la Cour suprême a ordonné la fin de la prise en compte de la « *race* » du candidat, selon la terminologie utilisée aux Etats-Unis, dans les admissions.

Matthew espère que l'enseignement supérieur va continuer à se soucier de diversité. « *Tout ce que je fais serait plus facile si j'étais un peu plus privilégié, avance-t-il. Je pourrais avoir un tuteur qui m'aiderait dans les cours de niveau universitaire pour lesquels je n'ai qu'un B. Même pour la course, j'aurais un meilleur coach. En tant que Latino du South Los Angeles, ces privilèges sont hors de ma portée.* »

Comme Matthew, la plupart des jeunes Noirs et Latinos ont été consternés par la décision de la Cour suprême, remettant en question une conquête de l'époque de la lutte pour les droits

civiques. « *Cela revient à dire que mon expérience et celle de ma famille n'ont aucune valeur* », déplore Markus Cenicerros, 19 ans, étudiant de première année dans un collège communautaire (cycle court) de Phoenix (Arizona). Alors qu'il était encore au lycée, Markus a été élu en 2022 au conseil d'administration de son district scolaire. Il avait 40 ans de moins que son prédécesseur, un républicain. La fin de la discrimination positive le confirme dans l'idée que les jeunes doivent s'engager en politique. « *Ma génération voit les opportunités lui échapper* », regrette Markus.

La politique dite « *d'affirmative action* » avait été mise en place par le président Lyndon B. Johnson pour compenser les inégalités raciales, dans la foulée de la déségrégation dans les écoles publiques. En 1965, devant la prestigieuse université Howard, à Washington, le démocrate avait jugé qu'il n'était pas « *juste* » de proposer à une personne qui, historiquement, a été « *entravée par des chaînes* » de venir sur la ligne de départ « *concourir avec tous les autres* ». Malgré le soutien des administrations suivantes, le principe n'a jamais cessé d'être contesté.

En 1978, la Cour suprême a été saisie par un jeune qui reprochait à la faculté de médecine de Davis (Californie) d'avoir réservé des places pour les étudiants issus des minorités. Les juges ont déclaré illégale la pratique des quotas, mais confirmé que les universités pouvaient prendre en compte l'origine raciale du candidat, entre autres facteurs. Dix-huit ans plus tard, la Californie a invalidé la discrimination positive dans ses universités publiques, suivie par sept Etats (Floride, Idaho, Michigan, Nebraska, New Hampshire, Oklahoma et Washington).

Le 28 juin, à l'initiative du groupe conservateur Students for Fair Admissions, qui avait porté plainte contre Harvard et l'université de Caroline du Nord, la Cour suprême a définitivement enterré la pratique. A une majorité de six voix contre trois, les juges ont considéré que l'*affirmative action* contrevenait au 14^e amendement de la Constitution des Etats-Unis, qui garantit aux citoyens une protection égale devant la loi.

{...}

Le Monde

8 novembre 2023

Abrégé



Les jeunes sud-africains regardent les élections avec suspicion

Assis sur un muret dans un quartier excentré du Cap, Frederik Lotan, 25 ans, a les yeux jaunis par le manque de sommeil, le trop-plein d'alcool et les joints qu'il fume. Vendeur de dagga (cannabis en Afrique du Sud), il attend tranquillement le client, surtout des Blancs, ce qui le fait bien marrer, lui le colored, c'est-à-dire le métis. Mais son attitude désinvolte masque une réelle inquiétude. Frederik est chômeur et son petit business lui permet juste de ne pas crever de faim. Il vit à Paarl, plus au nord, une grande région de vergers et de vignes. Mais il n'arrive pas à trouver de travail et vit chez ses grands-parents. « Tout a à voir avec l'argent. Si tu as de l'argent, tu peux décider de ce que tu veux faire, sinon ton avenir, c'est rien », laisse-t-il échapper. Et quand on lui parle d'élections, Frederik vous regarde avec des yeux tout ronds comme si vous arriviez d'une autre planète.

Les bureaux de vote ont en effet ouvert ce mercredi 29 mai dans l'ensemble de l'Afrique du Sud pour élire les 400 députés qui siégeront au Parlement. Ces élections législatives sont devenues presque une banalité, ce qui est signe d'une vitalité démocratique. Mais les jeunes sud-africains, ceux qu'on appelle les Born Free parce que nés après la libération de Nelson Mandela en 1990, ont du mal à concevoir qu'il y a trente ans, le 27 avril 1994, leurs parents, lorsqu'ils étaient noirs, accomplissaient cet acte pour la première fois de leur vie, quel qu'ait été leur âge. Des élections non raciales rendues possibles par la chute de l'apartheid. Peu importe pour Frederik. Il a un petit rire sarcastique : « Nos conditions de vie sont tellement difficiles que je ne vois pas pour qui voter car je n'ai pas confiance. » D'ailleurs, bien qu'il en ait eu l'opportunité les précédentes années, il ne s'est jamais déplacé.

Il est difficile de pressentir le résultat de ces élections. De nombreux électeurs, partagés entre leur loyauté pour le Congrès national africain (ANC), qui a libéré le pays du joug de l'apartheid, et une désillusion grandissante nourrie par un chômage endémique ainsi que des pénuries d'eau et d'électricité trente ans après l'avènement de la démocratie, pourraient se détourner du parti historique. « Mercredi, l'ANC perdra la majorité dont il a abusé pendant des décennies, la majorité qu'il a utilisée pour plonger ce pays dans le chômage, la corruption et la mauvaise gestion », a promis le chef de l'Alliance démocratique (DA), John Steenhuisen, 48 ans. « Nous mettrons fin, mercredi, au règne de l'ANC et un nouveau chapitre s'ouvrira pour le pays. » Mais son parti, ultralibéral, est surtout le représentant des intérêts blancs et perçu comme tel.

Le DA gère une seule région dans le pays, celle du Cap-Occidental. Il est loin d'attirer les jeunes tant sa politique consiste à favoriser les centres urbains majoritairement blancs au détriment des townships où se mêlent Noirs et colored. À Khayelitsha, la plus grande township du pays, les habitants sont remontés. À l'instar de Vuyani Nqumla, 35 ans, sans emploi, qui dénonce le

manque de services. « Les WC sont à l'extérieur comme sur les chantiers, il n'y a pas d'eau courante, nous ne disposons que d'un robinet communautaire et les routes sont pourries. » Ce que nous pouvons constater. Sa conclusion : « Il faut virer l'Alliance démocratique. » Mais Ashlynne Andreas, 22 ans, travailleuse sociale, assène, elle : « L'ANC gagnera encore et rien ne changera ! » En conséquence, elle ne s'est même pas inscrite sur les listes électorales. « Il faudrait moins de pauvreté mais je ne sais pas comment faire », avoue-t-elle.

Une attitude que ne comprend pas Mzukisemi Lengisi. Il est certes plus âgé, 49 ans, a un emploi - il est au service entretien d'une école - et son grand-père, Amos, militant de l'ANC, a passé dix-sept ans dans les geôles de l'apartheid à Robben Island, là où se trouvait Mandela. En 1994, « je ne comprenais pas grand-chose mais j'étais heureux de voter », se souvient-il. Il estime que le pays « a changé en mieux, même s'il y a des problèmes, notamment concernant le crime et l'emploi ». Il l'assure, il va « voter pour l'ANC, car si on est libres, c'est grâce à cette organisation».

Sur le campus de l'université de Stellenbosch, c'est sûr, les choses ont changé. Mais pas depuis 1994. Jusqu'en 2016, la seule langue utilisée pour l'enseignement était l'afrikaans, celle des Afrikaners! Il aura fallu une mobilisation estudiantine pour y mettre fin. Ce qui n'est pas sans rappeler le soulèvement de Soweto, en juin 1976, déclenché justement par la volonté du pouvoir d'apartheid d'imposer son vocabulaire. C'est aussi la preuve que, si le régime ségrégationniste est officiellement tombé il y a trente ans, la perversité de ce système n'a pas totalement disparu, pas plus que ses effets sur l'économie et sur la société. Phiwo Kuhid Qabaka, président du Conseil représentatif des étudiants (SRC), remarque que « maintenant, il y a un département d'anglais et un département d'afrikaans, mais aucun dans une langue africaine car ils estiment qu'elles ne sont pas assez développées pour être utilisées dans le langage académique ».

(...)

L'Humanité
29 mai 2024



Le très fragile équilibre de la société multiculturelle

En fonction depuis à peine un an, le Premier ministre indépendant écossais, Humza Yusuf, a été contraint à la démission, le 29 avril, en raison de l'éclatement de la coalition entre son parti, le SNP, et les Verts. Lors des élections législatives nationales qui doivent se dérouler au plus tard à l'automne, le locataire du 10 Downing Street, Rishi Sunak, est donné battu par l'opposition travailliste, à écouter les instituts de sondage. A cette occasion, le chef du gouvernement régional gallois, Vaughan Gething, pourrait lui aussi mordre la poussière. Enfin, bien que favori du scrutin municipal du 2 mai, le maire de Londres, Sadiq Khan, enquête d'un troisième mandat à la tête de la métropole, est malmené par sa rivale conservatrice.

Le quatuor a en commun d'être issu du sous-continent indien ou d'Afrique. Les intéressés représentent la vitrine en politique de la réussite du multiculturalisme en vigueur outre-Manche tant vanté dans les discours officiels. En dépit de leurs déboires actuels, chacun à sa manière incarne le système communautariste dorénavant au coeur de l'identité britannique. Ce paradigme migratoire « made in Britain » privilégie l'expression des spécificités culturelles au lieu de l'intégration « à la française ». Faut-il croire aux panneaux publicitaires qui vantent le mérite d'un modèle à l'évidence plus ouvert et plus tolérant? Une récente enquête du Financial Times a mis en exergue la supériorité de l'« Anglosphère² » sur le Vieux continent européen dans l'intégration des immigrés noirs au sens large.

Même si au XIXe siècle, l'« Anglosphère » symbolisait la suprématie de la race blanche qui avait guidé la création du plus grand empire colonial de tous les temps, ce n'est plus le cas de nos jours. La formule est désormais utilisée pour vanter la diversité ethnique et religieuse qui permet aux immigrants de préserver leur culture propre.

Le verdict du FT est sans appel. Mieux formés, dotés d'emplois bien rémunérés, la plupart des « BAME » - Blacks, Asians, Minority and Ethnic - réussissent mieux que la moyenne des Blancs autochtones. Même les Bangladais, le groupe le plus pauvre, se sont imposés dans la vie économique en comparaison avec leurs pairs de l'autre côté du Channel. Contributeurs nets à l'impôt, les nouveaux ressortissants créent de la richesse alors qu'en France, en Scandinavie ou dans le Sud méditerranéen, les deuxième ou troisième générations sont souvent des assistés sociaux. Et le FT de conclure sans ambages que « dans un monde où les nations rivalisent pour attirer les immigrants qualifiés, l'Anglosphère est bien placée pour emporter la mise ». Prenons l'exemple de Londres. La capitale du royaume est une vraie mégapole arc-en-ciel, dynamique

² le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie

et avenante où l'on parle plus de 200 langues. Plus de la moitié des résidents est d'ailleurs née à l'étranger.

Les médias audiovisuels sont le parfait exemple de la recherche du pluralisme poursuivie par les Britanniques. Pratiquement invisibles sur les écrans français, les présentateurs et journalistes provenant de la migration font partie du quotidien. En vue de promouvoir les « Black British », les chaînes ont eu recours à deux outils dont l'Hexagone ne veut pas entendre parler : l'action positive, assortie de facto de quotas, et les statistiques ethniques. Le résultat est patent. En 2023, 41% des stagiaires de la BBC étaient de souche asiatique ou africaine contre 35% qui étaient blancs. La large représentation des minorités dans les séries télévisées les plus populaires est un autre exemple de ce succès. Seule l'extrême droite, ultraminoritaire, dénonce une forme de « racisme antiblanc », dont serait victime la majorité de la population, conséquence à ses yeux de la philosophie progressiste et woke des diffuseurs.

Dans ce panégyrique, néanmoins, tout n'est pas uniformément positif. Les fuyards et pèlerins venus des quatre coins de la planète continuent de se déverser pêle-mêle dans un pays qui a accueilli l'an dernier 1,2 million d'arrivants légaux, soit trois fois le niveau de 2019, sans compter les clandestins. La société multiculturelle craque par toutes ses coutures. (...)

En 2014, j'avais suivi en tant que correspondant du Monde les deux étapes anglaises du Tour de France qui s'étaient déroulées dans le Yorkshire. Entre Leeds et Sheffield, la caravane de la Grande boucle avait traversé ce comté niché au nord-est de l'Angleterre où vit une importante communauté musulmane.

Il s'agit des descendants des travailleurs gujarati employés au début des années 1950 dans les filatures de coton. Grâce à cet afflux, le berceau des soeurs Brontë produit non seulement le plat fétiche fish and chips mais également les currys les plus renommés. Reste que les spectateurs massés sur le bord de la route sillonnant les Pennines étaient strictement séparés selon la couleur de la peau.

Une décennie plus tard, je suis retourné dans le Yorkshire. Rien n'a vraiment changé faute d'affinités. Blancs et noirs se tiennent toujours à distance. Ils préfèrent socialiser à l'intérieur de leur communauté en faisant fi de la cohésion du collectif. Ainsi, les pubs d'une campagne respirant tradition et civilité sont censés être le creuset indispensable du mixage des classes, des races et des religions. Il n'en est rien. Le brassage est réservé à la bière.

L'Opinion
3 mai 2024

Adapté



L'honneur retrouvé des postiers de Sa Majesté

Plus de 700 responsables d'agence postale furent accusés à tort de malversation après la défaillance d'un logiciel de comptabilité.

Une telle histoire ne pouvait se produire qu'au pays de George Orwell. Des innocents jetés en prison, des centaines de vies brisées, le scandale des directeurs d'agence postale accusés à tort de vol par la faute d'un logiciel de comptabilité défaillant secoue le Royaume-Uni. Le gouvernement est sous pression pour réparer ce qui est présenté comme l'une des pires erreurs judiciaires de l'histoire récente du pays.

L'affaire remonte à la fin des années 1990, quand Post Office, l'entreprise publique qui gère les bureaux de poste, commence à mettre en place le logiciel de comptabilité Horizon, développé par le japonais Fujitsu. Mais l'outil informatique a de sérieuses faiblesses. Par erreur, il signale des déficits dans les comptes des 14 000 succursales du pays. Les dirigeants du service postal se refusent à envisager une déficience du logiciel. Ils obligent les malheureux postiers à rembourser les manques à gagner comptables, entraînant souvent leur ruine. Entre 1999 et 2015, plus de 700 responsables d'agence sont poursuivis pour malversations.

La casse humaine est énorme, des agents sont cloués au pilori, traînés dans la boue, certains jetés en prison. Lee Castleton, receveur du bureau de poste de Bridlington, dans le Yorkshire, a été ruiné. En 2004, trois ans après avoir pris la responsabilité du bureau, il est suspendu, puis condamné à payer 25 000 livres à la Poste ainsi que les frais de justice s'élevant à plus de 321 000 livres. Outre la catastrophe financière, il a raconté à la BBC le cauchemar vécu par sa famille. « *Nous avons été ostracisés dans la communauté locale, a-t-il confié, c'était horrible. On nous agressait verbalement dans la rue, ma fille s'est fait cracher dessus dans le bus scolaire parce que son père avait volé des pensions à des petites dames âgées.* » D'autres agents ont connu la prison, comme Seema Misra, accusée d'avoir volé 74 000 livres à la Poste. Condamnée à 15 mois d'emprisonnement, la jeune receveuse, aujourd'hui âgée de 47 ans, avait passé quatre mois derrière les barreaux alors qu'elle était enceinte de huit semaines de son deuxième enfant. Lors de l'accouchement après sa libération, elle portait encore un bracelet électronique.

Un film diffusé sur ITV, *Mr Bates vs the Post Office*, vient de remettre le scandale sur le devant de la scène, en choquant tout le pays. Alan Bates est l'ancien receveur qui a mené la longue campagne pour la justice. En 1998, il acquiert une concession postale à Craig-y-Don, au nord du pays de Galles, investissant 65 000 livres dans l'entreprise. Mais, en 2003, le bureau est fermé et l'entreprise réclame 1 000 livres à Bates. La somme est modeste mais pour d'autres postiers, elle

s'élève à six chiffres. Réalisant l'ampleur du désastre, Bates décide de fédérer les postiers et de mener le combat.

La bataille dure depuis vingt ans. En 2019, un juge de la Haute Cour estime que le système Horizon a connu de nombreux « *bugs, erreurs et défauts* » et est responsable des écarts comptables. Un premier groupe de 555 plaignants est forcé d'accepter une indemnisation, parfois dérisoire à l'aune du préjudice. Depuis, 93 condamnations ont été annulées. En décembre 2021, le gouvernement a annoncé qu'il prendrait en charge l'indemnisation des anciens employés concernés. En septembre dernier, il a décidé que les responsables d'agence condamnés à tort pourraient recevoir chacun 600 000 livres (près de 700 000 euros) en compensation. Ils peuvent choisir de refuser l'offre et de poursuivre les procédures judiciaires. Pour l'heure, l'État a déjà déboursé 120 millions de livres pour dédommager, outre les directeurs d'agence, 2 600 personnes affectées par le désastre Horizon.

À Westminster et dans l'opinion, on demande des comptes aux dirigeants de Post Office et aux responsables politiques. Près de 1 million de personnes ont signé une pétition demandant que l'ancienne patronne de la Poste, Paula Vennells, soit privée de sa décoration de commandeur de l'ordre de l'Empire britannique, reçue en 2019. Le chef du Parti libéral-démocrate, Ed Davey, est aussi sous le feu. En mai 2010, alors qu'il était ministre des affaires postales, il avait ignoré le problème en refusant de rencontrer Alan Bates qui sonnait alors l'alerte. Face à l'émotion nationale, le premier ministre, Rishi Sunak, a déclaré dimanche à la BBC que de nouvelles mesures étaient envisagées pour réhabiliter des centaines de postiers et accélérer les indemnisations. En reconnaissant qu'il s'agissait d'une « *épouvantable erreur judiciaire* ».

Le Figaro
9 janvier 2024